

BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR INFORMATIQUE DE GESTION

SESSION 2009

SUJET

ÉPREUVE E3 : ÉCONOMIE – DROIT

Épreuve commune aux deux options

Durée : 4 heures

coefficient : 3

CALCULATRICE NON AUTORISÉE POUR CETTE ÉPREUVE

**Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.
Le sujet comporte 6 pages, numérotées de la page 1/6 à 6/6.**

Ce sujet comporte deux parties indépendantes :

- dans la première partie, vous effectuerez un travail méthodologique à partir d'une documentation économique ;
- dans la deuxième partie, vous présenterez un développement structuré à partir de vos connaissances et de votre réflexion.

PREMIÈRE PARTIE : TRAVAIL MÉTHODOLOGIQUE - (12 points)

Étude d'une documentation économique

1. Une monnaie forte - Documents 1 et 2 - (4 points)

Présenter les conséquences d'une monnaie forte pour l'économie.

2. L'entreprise citoyenne dans le secteur informatique - Document 3 - (8 points)

Analyser et justifier le comportement citoyen des entreprises du secteur informatique.

DEUXIÈME PARTIE : DÉVELOPPEMENT STRUCTURÉ - (8 points)

Les technologies de l'information et de la communication modifient-elles les conditions de formation et d'exécution des contrats ?

Document 1

Euro fort : forces et faiblesses à l'horizon 2008

Lorsque l'euro a été introduit en 1999, il a été présenté comme garant d'une plus grande stabilité et prospérité pour le vieux continent. Les experts s'inquiètent maintenant de la force de la monnaie européenne par rapport aux principales devises internationales et, tout particulièrement, du dollar américain.

Les avis divergent sur les effets d'un euro fort et sur l'attitude à adopter dans la politique de change : la sérénité allemande contraste souvent avec les craintes françaises. Depuis octobre 2000, l'euro a subi une forte hausse face à la devise américaine. Entre le 1er janvier 1999, date d'introduction de la monnaie unique et le 31 décembre 2007, le taux de change de l'euro est passé de 1,18 US\$ à 1,47 US\$, ayant connu à l'automne 2000 un taux à 0,83 US\$. L'euro, après avoir été, jusqu'en janvier 2003, sous-évalué par rapport au dollar, est donc à présent surévalué par rapport à ce dernier. La devise européenne s'est fortement raffermie face au billet vert.

Deux facteurs sont reconnus comme explicatifs, parmi tant d'autres : la relève des taux d'intérêt européens par la BCE (Banque centrale européenne) alors que la FED (la Banque centrale américaine) tend à les abaisser, et la propre faiblesse du dollar. En outre, la relève des taux européens peut être attribuée à la meilleure santé présumée de l'économie européenne. Mais d'aucuns s'accordent à dire que les États-Unis vivent au dessus de leurs moyens, avec un taux d'épargne quasi nul et que les déficits se creusent (tant le déficit de la balance courante que le déficit du budget fédéral). En 1971, John Connally, alors secrétaire au Trésor américain, disait déjà "le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème."

Un euro fort présente des avantages comme des inconvénients tant pour l'économie américaine que pour l'économie européenne. Il est clair qu'un euro fort réduit la compétitivité des entreprises européennes face à leurs concurrentes outre-Atlantique et nipponnes. Il en résulte un prix payé pour les produits européens relativement plus cher que ceux des autres pays et que pour conserver des parts de marché, nombreuses sont les entreprises exportatrices européennes amenées à réduire leurs marges. Pour la France, dans des domaines de gros contrats tels que le nucléaire, le TGV, l'aéronautique, etc., le facteur prix est une variable de poids sur les marchés internationaux. Le même raisonnement peut être tenu pour les petites et moyennes entreprises (PME) mises en difficulté par rapport aux produits étrangers à bas prix. L'argumentaire se poursuit avec des ramifications pour les flux d'investissement qui, en raison de la force accrue de l'euro, avantagent des entreprises qui sortent de la zone euro et se délocalisent. De sorte que la force de l'euro, si elle se poursuit, selon certains spécialistes, risque de réduire la croissance de l'Union européenne et de conduire vers une nouvelle augmentation du chômage. Plusieurs études économétriques, souvent citées, s'accordent à conclure que l'appréciation de la monnaie européenne dans un ordre de grandeur de 10 % face au billet vert peut réduire d'environ 0,5 à 1 point le taux de croissance en zone euro.

Il faut bien observer aussi que les incidences de l'appréciation de l'euro comportent certains avantages. Ainsi le cours des matières premières étant libellé en dollars, l'Europe a réduit les coûts d'approvisionnement, limitant les hausses de cours du pétrole par la force même de l'euro. De même que, contrairement à de nombreux commentaires, il n'y aurait pas d'effet durable de substitution d'actifs en dollars par des actifs en euro dans les réserves de change mondial des banques centrales. Le dollar américain reste jusqu'à maintenant la monnaie de réserve mondiale. L'euro a certainement augmenté dans les réserves des mêmes banques centrales mais cela est largement dû au poids accru de la monnaie unique face au billet vert sur le marché des devises.

*John McIntyre, professeur d'université en gestion internationale, Georgia Tech, Atlanta
www.consulfrance-atlanta.org - 31 décembre 2007*

Document 2

Les avantages d'une domination

Pourquoi les hommes politiques, les banquiers centraux, les économistes, etc. s'interrogent-ils tant pour savoir quelle devise est susceptible de dominer le système monétaire international ? Parce que, être en mesure d'imposer sa monnaie permet de bénéficier de nombreux avantages.

Il y a bien sûr le prestige que confère à un pays l'acceptation de sa monnaie partout dans le monde. Mais les avantages sont aussi plus matériels : quand les investisseurs du monde entier vous apportent leur épargne, cela permet de financer des déficits extérieurs pendant longtemps - les économistes considèrent que l'on perd confiance dans une économie lorsque le déficit extérieur est supérieur à 4 % du produit intérieur brut (PIB), ce qui est le cas pour les États-Unis... depuis huit ans ! - et de vous endetter dans votre propre devise, ce qui élimine le problème des conséquences des variations de change. Des variations qui vous importent d'ailleurs assez peu puisque, même lorsque votre devise se déprécie, les financiers internationaux continuent à vous faire confiance (sauf effondrement brutal).

D'une manière générale, votre politique économique (niveau des taux d'intérêt et du solde budgétaire) peut plus facilement être mise au service d'objectifs domestiques : pas besoin d'augmenter les taux d'intérêt tout de suite quand le taux de change se déprécie pour attirer les capitaux ; pas besoin non plus d'équilibrer trop vite les comptes publics ou un excès de consommation qui entraîne des déficits extérieurs. Bref, il est plus facile d'avoir des politiques de croissance forte.

Imposer sa monnaie comporte également des coûts. Lorsque les pays asiatiques décident d'ancrer leur taux de change sur les variations du dollar, les autorités américaines ne peuvent dévaluer par rapport à ces monnaies pour gagner de la compétitivité. D'où les demandes incessantes de Hank Paulson, le ministre des Finances américain, pour que les monnaies asiatiques, et notamment le yuan chinois, soient réévaluées.

Par ailleurs, au fur et à mesure que les étrangers vous apportent leur épargne, il faut la rémunérer. Les non-résidents détenaient à la fin 2007 près de 2 500 milliards d'actifs de plus que ce que les Américains possèdent à l'étranger. Les États-Unis n'en restent pas moins les rentiers du monde en gagnant l'an dernier sur leurs actifs internationaux presque 90 milliards de plus que ce qu'ils doivent verser ! Comment expliquer cette anomalie ? Les investissements les plus anciens rapportent plus et le stock américain est plus vieux ; les Américains investissent plus facilement dans des secteurs risqués qui rapportent plus ; enfin, les firmes américaines utilisent largement - et efficacement - les paradis fiscaux, eux aussi mis au service du roi dollar, pour accroître le rendement de leurs investissements.

Alternatives Economiques - n°272 - septembre 2008

Documents 3

Le développement durable dans l'industrie informatique

La haute technologie passe au vert

Le high-tech bientôt éco-responsable ? Greenpeace, avec son dernier classement des politiques « vertes » des constructeurs, a réussi à faire vaciller le géant Apple en lui décernant un bonnet d'âne. L'affaire a pris une telle ampleur que Steve Jobs a dû faire publiquement son mea culpa écologique. Cela démontre que la question du respect de l'environnement est devenue un enjeu de taille dans l'informatique, provoquant même une « concurrence verte » entre les fabricants. Entre responsabilité citoyenne et nouvelle arme de communication, la prise de conscience du secteur est toutefois récente. Le design et le prix ont longtemps été les principaux critères d'achat de produits high-tech. Ce n'est que depuis peu que la question environnementale entre en ligne de compte dans le choix du client.

Deux enjeux s'imposent pourtant au secteur informatique : le recyclage des déchets et l'intégration dans les processus de fabrication de composants « verts ». Certaines entreprises se retranchant derrière les difficultés techniques de fabrication de ces composants, les ONG ont décidé de les mettre sous pression au travers de classements publics que Greenpeace publie chaque trimestre depuis août 2006

<http://www.strategies.fr> – Anne-Lise Carlo- 31 mai 2007

Respect de l'environnement : les ordinateurs en ligne de mire

239 millions d'ordinateurs ont été vendus dans le monde en 2006. Construire et assembler un ordinateur nécessite énormément de ressources. Ainsi, une unité centrale associée à un écran de 17 pouces pèsent, au final, 24 kilos et ont consommé, au cours de leur production, 1,8 tonne de matériaux, dont 240 kilos d'énergie fossile, 22 kilos de produits chimiques et 1 500 litres d'eau.

Au fur et à mesure que la puissance de ces machines évolue et progresse, leur impact sur l'environnement s'intensifie. Cela est d'autant plus vrai qu'une machine devient obsolète au bout de trois ans en moyenne.

La fabrication des ordinateurs nécessite l'utilisation de produits chimiques souvent toxiques qui peuvent être préjudiciables à la santé humaine et à l'environnement comme le mercure, l'arsenic, le plomb, etc.

Une directive européenne, baptisée RoHS (*Restriction of Hazardous Substances*), entrée en vigueur depuis juillet 2006, vise justement à limiter l'utilisation de ces substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques. En outre, les écrans cathodiques CRT tendent à disparaître pour être peu à peu remplacés par des écrans LCD qui contiennent moins de produits toxiques.

Le monde de l'informatique développe ses stratégies environnementales

Les grands groupes informatiques ont bien compris que faire de la protection de l'environnement l'une de leurs principales préoccupations pouvait à la fois les aider à redorer leur blason auprès de clients avertis et leur faire engranger de substantielles économies à long terme grâce, notamment, à la réduction de la consommation d'énergie.

Mais ces démarches écologiques n'ont de véritable sens que si tout le monde y participe : HP invite ainsi ses employés à prendre moins souvent l'avion pour des voyages d'affaires et a décidé de privilégier les réunions virtuelles basées sur le principe de la vidéoconférence.

Sur la forme, HP a décidé de verser 2,8 millions de dollars à certaines universités américaines et porto-ricaines pour que celles-ci forment des ingénieurs de haut vol en génie écologique et des développeurs de produits "verts".

Green Grid : une initiative à l'échelle de la planète

Un consortium international, connu sous le nom de Green Grid, a été créé en février 2006 et a pour membres des grands noms de l'informatique tels que Novell, AMD, Intel, IBM, HP, Microsoft, Dell, Sun, SprayCool ou VMWare. Il s'est fixé pour principal objectif de promouvoir et de développer de nouvelles technologies qui permettront de réduire de façon importante la consommation en énergie des serveurs et des postes informatiques au sein des entreprises.

Pour ce faire, le Green Grid vient déjà de publier en ligne trois livres blancs composés de recommandations et de réflexions destinées à encourager les sociétés à davantage économiser l'énergie.

Le recyclage des déchets électroniques s'installe peu à peu dans les mœurs

À l'échelle européenne, plusieurs directives existent qui légifèrent sur les questions environnementales. En ce qui concerne le recyclage, la Directive européenne DEEE (Déchets d'équipements électriques et électroniques), votée en 2003, vise à collecter et traiter les déchets électroménagers. Transposée en France au mois d'août 2005, elle est entrée en vigueur le 15 novembre 2006. Elle impose aux fabricants et aux distributeurs de déployer des systèmes de récupération et de traitement de ces e-déchets, et de reprendre le matériel usagé.

Le recyclage, une source de revenus pour les entreprises

Si la loi française oblige désormais les revendeurs à récupérer le vieux matériel électronique de leurs clients, certains constructeurs, comme Apple, HP ou Dell, ne l'ont pas attendu pour reprendre leurs vieux ordinateurs. Le recyclage peut aussi rapporter gros aux entreprises. Certaines en profitent pour revendre des composants sur le marché de l'occasion (pièces détachées, processeurs) ou des matériaux (plastiques), d'autres utilisent leurs programmes de reprises pour inciter leurs clients à changer plus souvent de PC. Voir les deux à la fois. Seuls 7% des PC de particuliers et 30% des PC des entreprises sont récupérés par des canaux officiels. Certaines sociétés se sont même spécialisées dans la mise en contact de compagnies high-tech et de ferrailleurs à la recherche de composants bruts. Toute opération de développement durable en IT¹ doit être financièrement avantageuse pour une société et ses actionnaires. Être « vert » fait faire des économies en matière de coût de revient et dans l'extension de son infrastructure. Entre 2005 et 2010, 955 millions de PC seront mis à la retraite.

<http://www.lemondeinformatique.fr> – Marie Caizergues - 23 avril 2007

HP publie les émissions de carbone de sa chaîne logistique de rang un

3,5 tonnes d'équivalents carbone. C'est ce qu'émettent 80 % des prestataires de rang un d'HP (pour la production). L'entreprise vient de publier ces chiffres, comme elle l'avait promis. Pour obtenir ce montant, HP a multiplié les émissions de carbone de chacun de ses prestataires par le pourcentage qu'il représente dans leur CA avant d'additionner les résultats.

Pour l'instant, le géant Californien ne tire pas de conclusions directes du résultat affiché par ses prestataires, qui pourraient se traduire en actions concrètes. Bien entendu, il explique vouloir exploiter ces éléments pour améliorer l'efficacité énergétique de ses prestataires de rang un. Il souhaite aussi « propager l'information au reste de sa chaîne logistique (*supply chain*) pour identifier d'autres moyens de réduire les émissions de gaz à effet de serre dès lors qu'il réalisera un *reporting* de telles émissions pour ses prestataires au delà du rang un ». À bon entendeur...

Mettre au point des outils de mesure cohérents des émissions des sous-traitants

Enfin, HP n'en restera pas là en matière de chaîne logistique. Il travaille par exemple avec l'Electronic Industry Code of Conduct (EICC) sur un outil de calcul cohérent et unique pour les rapports d'émission de CO2 des sous-traitants. Il participera aussi à la Greenhouse Gas (GHG) Protocol Supply Chain Initiative pour mettre au point une méthodologie de mesure des émissions de gaz à effets de serre liées au cycle de vie des produits et à la chaîne logistique des industriels.

Le Monde Informatique – Emmanuelle Delsol - 25 septembre 2008

¹ *Information technology*